

ASSEMBLÉE NATIONALE

29 avril 2026

PROTECTION ET SOUVERAINETÉ AGRICOLES - (N° 2632)

Tombé

N° CE207

AMENDEMENT

présenté par

Mme Minard, M. Duparay, M. Brigand, Mme Ronceret, M. Hetzel, Mme Blin, M. Ray,
M. Philippe Vigier, Mme Bonnavard, M. End, Mme Corneloup, M. Bazin et Mme Bazin-Malgras

ARTICLE 4

1° Au début de l'alinéa 18, ajouter les mots : « Sauf en cas d'absence d'offre pour un produit particulier dans les quantités demandées, ».

2° Après le mot : « européen », rédiger ainsi la fin du même alinéa :

« dont l'ingrédient primaire, tel que défini à l'article 2 du règlement (UE) n°1169/2011, est issu de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La présente disposition poursuit un objectif légitime : réduire la dépendance aux importations, lutter contre les situations de concurrence déloyale et garantir aux usagers de la restauration collective de l'État l'accès à des produits européens, sûrs et de qualité.

Néanmoins, la référence au seul article 60 du code des douanes pour déterminer l'origine UE ou non-UE d'un produit est insuffisante, en particulier pour les produits ayant subi une ou plusieurs étapes de transformation dans plusieurs pays. En effet, la réglementation douanière permet de classer comme « origine UE » un produit dont la dernière « transformation substantielle » est réalisée dans l'UE, même lorsque la majorité des matières premières provient de pays tiers.

Ainsi, une salade de fruits fabriquée en Italie à partir d'abricots du Chili, d'ananas de Thaïlande et de papaye du Brésil serait considérée comme originaire de l'UE et admise en restauration collective, alors même que ses ingrédients principaux ne sont pas européens.

Dans ces conditions, la seule référence aux règles douanières ne permet pas d'atteindre pleinement l'objectif poursuivi par le législateur. Il est donc proposé d'introduire un critère complémentaire : subordonner la qualification d'un produit en « origine UE » à l'origine européenne de son ou de ses ingrédients primaires, tels que définis par le règlement (UE) n° 1169/2011 dit « INCO ».

Ce critère additionnel permettrait de mieux refléter l'origine réelle des matières premières et de renforcer la cohérence de la mesure avec l'ambition de soutenir les productions européennes.